

L'hégémonie américaine et ses périls



[Source : english.news.cn]

[Illustration : le Capitole et un panneau stop sont vus à Washington D.C., aux États-Unis, le 13 février 2020. (Xinhua/Liu Jie)]

BEIJING, 20 février (Xinhua) – L'hégémonie américaine et ses périls

Sommaire

- Introduction
- I. L'hégémonie politique : un poids à ne pas négliger
- II. L'hégémonie militaire – L'usage inconsidéré de la force
- III. Hégémonie économique – Pillage et exploitation
- IV. Hégémonie technologique – Monopole et répression
- V. Hégémonie culturelle – Diffusion de faux récits
- Conclusion

Introduction

Depuis qu'ils sont devenus le pays le plus puissant du monde après les deux guerres mondiales et la guerre froide, les États-Unis ont agi avec plus d'audace pour s'ingérer dans les affaires intérieures d'autres pays, poursuivre, maintenir et abuser de leur hégémonie, favoriser la subversion et l'infiltration, et mener délibérément des guerres, portant ainsi préjudice à la communauté internationale.

Les États-Unis ont élaboré un manuel de jeu hégémonique pour mettre en scène des « révolutions de couleur », provoquer des conflits régionaux et même lancer directement des guerres sous couvert de promouvoir la démocratie, la liberté et les droits de l'homme. S'accrochant à la mentalité de la guerre froide, les États-Unis ont intensifié la politique des blocs et alimenté les conflits et les confrontations. Ils ont poussé à l'extrême le concept de sécurité nationale, abusé des contrôles à l'exportation et imposé des

sanctions unilatérales aux autres. Ils ont adopté une approche sélective du droit et des règles internationales, les utilisant ou les rejetant comme bon leur semble, et ont cherché à imposer des règles qui servent leurs propres intérêts au nom du maintien d'un « ordre international fondé sur des règles ».

Ce rapport, en présentant les faits pertinents, cherche à exposer l'abus d'hégémonie des États-Unis dans les domaines politique, militaire, économique, financier, technologique et culturel, et à attirer davantage l'attention de la communauté internationale sur les périls des pratiques américaines pour la paix et la stabilité mondiales et le bien-être de tous les peuples.



Un garçon se tient dans les ruines causées par les frappes aériennes américaines dans le district de Sangin de la province de Helmand, en Afghanistan, le 23 août 2022.

(Photo de Saifurahman Safi/Xinhua)

I. L'hégémonie politique – Jeter son poids par-dessus bord

Les États-Unis tentent depuis longtemps de modeler les autres pays et l'ordre mondial avec leurs propres valeurs et leur propre système politique au nom de la promotion de la démocratie et des droits de l'homme.

◆ Les exemples d'ingérence des États-Unis dans les affaires intérieures des autres pays abondent. Au nom de la « promotion de la démocratie », les États-Unis ont pratiqué une « doctrine néo-Monroe » en Amérique latine, ont fomenté des « révolutions de couleur » en Eurasie et ont orchestré le « printemps arabe » en Asie occidentale et en Afrique du Nord, apportant le chaos et le désastre à de nombreux pays.

En 1823, les États-Unis ont annoncé la Doctrine Monroe. Tout en vantant une « Amérique pour les Américains », ils voulaient en réalité une « Amérique pour les États-Unis ».

Depuis lors, les politiques des gouvernements américains successifs à l'égard de l'Amérique latine et de la région des Caraïbes ont été marquées par l'ingérence politique, l'intervention militaire et la subversion des régimes. Depuis 61 ans d'hostilité et de blocus à l'égard de Cuba jusqu'au renversement du gouvernement Allende au Chili, la politique américaine à l'égard de cette région repose sur une maxime : ceux qui se soumettent prospèrent, ceux qui résistent périssent.

L'année 2003 a marqué le début d'une succession de « révolutions de couleur » – la « révolution des roses » en Géorgie, la « révolution orange » en Ukraine et la « révolution des tulipes » au Kirghizstan. Le Département d'État américain a ouvertement admis avoir joué un « rôle central » dans ces « changements de régime ». Les États-Unis se sont également immiscés dans les affaires intérieures des Philippines, en chassant le président Ferdinand Marcos Sr en 1986 et le président Joseph Estrada en 2001 par le biais des « révolutions du pouvoir populaire ».

En janvier 2023, l'ancien secrétaire d'État américain Mike Pompeo a publié son nouveau livre *Never Give an Inch : Fighting for the America I Love*. Il y révèle que les États-Unis ont comploté pour intervenir au Venezuela. Le plan consistait à forcer le gouvernement Maduro à conclure un accord avec l'opposition, à priver le Venezuela de sa capacité à vendre du pétrole et de l'or pour obtenir des devises étrangères, à exercer une forte pression sur son économie et à influencer l'élection présidentielle de 2018.

◆ Les États-Unis font deux poids deux mesures en matière de règles internationales. Plaçant leur intérêt personnel au premier plan, les États-Unis se sont éloignés des traités et organisations internationaux, et ont placé leur droit national au-dessus du droit international. En avril 2017, l'administration Trump a annoncé qu'elle couperait tout financement américain au Fonds des Nations unies pour la population (FNUAP) au prétexte que l'organisation « soutient ou participe à la gestion d'un programme d'avortement coercitif ou de stérilisation involontaire. » Les États-Unis ont quitté l'UNESCO à deux reprises, en 1984 et en 2017. En 2017, ils ont annoncé quitter l'accord de Paris sur le changement climatique. En 2018, ils ont annoncé leur sortie du Conseil des droits de l'homme de l'ONU, invoquant le « parti pris » de l'organisation contre Israël et son incapacité à protéger efficacement les droits de l'homme. En 2019, les États-Unis ont annoncé leur retrait du Traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire afin de

chercher à développer sans entrave des armes avancées. En 2020, ils ont annoncé leur retrait du traité « Ciel ouvert ».

Les États-Unis ont également été une pierre d'achoppement pour le contrôle des armes biologiques en s'opposant aux négociations sur un protocole de vérification pour la Convention sur les armes biologiques (CIAB) et en empêchant la vérification internationale des activités des pays en matière d'armes biologiques. Seul pays en possession d'un stock d'armes chimiques, les États-Unis ont à plusieurs reprises retardé la destruction de ces armes et sont restés réticents à remplir leurs obligations. Ils sont devenus le principal obstacle à la réalisation d'un « monde sans armes chimiques ».

◆ Les États-Unis rassemblent de petits blocs grâce à leur système d'alliances. Ils ont imposé une « stratégie indo-pacifique » à la région Asie-Pacifique, en créant des clubs exclusifs comme les Five Eyes, la Quad et l'AUKUS, et en forçant les pays de la région à prendre parti. Ces pratiques visent essentiellement à créer une division dans la région, à attiser la confrontation et à saper la paix.

◆ Les États-Unis portent un jugement arbitraire sur la démocratie dans d'autres pays et fabriquent un faux récit de « démocratie contre autoritarisme » pour inciter à l'éloignement, la division, la rivalité et la confrontation. En décembre 2021, les États-Unis ont organisé le premier « Sommet de la démocratie » qui a suscité les critiques et l'opposition de nombreux pays pour avoir tourné en dérision l'esprit de la démocratie et divisé le monde. En mars 2023, les États-Unis accueilleront un autre « Sommet pour la démocratie », qui restera mal accueilli et ne trouvera à nouveau aucun soutien.



Un véhicule militaire américain passe devant la zone de Tal Tamr dans la campagne de la province de Hasakah, dans le nord-est de la Syrie, le 14 novembre 2019. (Str/Xinhua)

II. L'hégémonie militaire – le recours injustifié à la force

L'histoire des États-Unis est caractérisée par la violence et l'expansion. Depuis leur indépendance en 1776, les États-Unis ont constamment cherché à s'étendre par la force : ils ont massacré des Indiens, envahi le Canada, mené une guerre contre le Mexique, déclenché la guerre américano-espagnole et annexé Hawaï. Après la Seconde Guerre mondiale, les guerres provoquées ou lancées par les États-Unis ont inclus la guerre de Corée, la guerre du Vietnam, la guerre du Golfe, la guerre du Kosovo, la guerre d'Afghanistan, la guerre d'Irak, la guerre de Libye et la guerre de Syrie, abusant de leur hégémonie militaire pour ouvrir la voie à des objectifs expansionnistes. Ces dernières années, le budget militaire annuel moyen des États-Unis a dépassé 700 milliards de dollars américains, soit 40 % du total mondial, plus que les 15 pays derrière eux réunis. Les États-Unis ont environ 800 bases militaires à l'étranger, avec 173 000 soldats déployés dans 159 pays.

Selon le livre *America Invades : How We've Invaded or been Militarily Involved with almost Every Country on Earth*, les États-Unis ont combattu ou ont été militairement impliqués dans presque tous les 190 pays reconnus par les Nations unies, à trois exceptions près. Ces trois pays ont été

« épargnés » parce que les États-Unis ne les ont pas trouvés sur la carte.

◆ Comme l'a dit l'ancien président américain Jimmy Carter, les États-Unis sont sans aucun doute la nation la plus belliqueuse de l'histoire du monde. Selon un rapport de l'université Tufts, « Introducing the Military Intervention Project: A new Dataset on U.S. Military Interventions, 1776-2019 », les États-Unis ont entrepris près de 400 interventions militaires dans le monde entre ces années, dont 34 % en Amérique latine et dans les Caraïbes, 23 % en Asie de l'Est et dans le Pacifique, 14 % au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, et 13 % en Europe. Actuellement, ses interventions militaires au Moyen-Orient et en Afrique du Nord ainsi qu'en Afrique subsaharienne sont en augmentation.

Alex Lo, un chroniqueur du South China Morning Post, a souligné que les États-Unis ont rarement fait la distinction entre la diplomatie et la guerre depuis leur fondation. Au XX^e siècle, ils ont renversé les gouvernements démocratiquement élus de nombreux pays en développement et les ont immédiatement remplacés par des régimes fantoches pro-américains. Aujourd'hui, en Ukraine, en Irak, en Afghanistan, en Libye, en Syrie, au Pakistan et au Yémen, les États-Unis répètent leurs vieilles tactiques en menant des guerres par procuration, de basse intensité et par drones.

◆ L'hégémonie militaire américaine a provoqué des tragédies humanitaires. Depuis 2001, les guerres et opérations militaires lancées par les États-Unis au nom de la lutte contre le terrorisme ont fait plus de 900 000 morts, dont environ 335 000 civils, des millions de blessés et des dizaines de millions de déplacés. La guerre d'Irak de 2003 a provoqué la mort de quelque 200 000 à 250 000 civils, dont plus de 16 000 directement tués par l'armée américaine, et a laissé plus d'un million de personnes sans-abri.

Les États-Unis ont créé 37 millions de réfugiés dans le monde. Depuis 2012, le nombre de réfugiés syriens a été multiplié par dix à lui seul. Entre 2016 et 2019, 33 584 décès de civils ont été documentés dans les combats syriens, dont 3 833 tués par les bombardements de la coalition dirigée par les États-Unis, la moitié étant des femmes et des enfants. Le 9 novembre 2018, le Public Broadcasting Service (PBS) a rapporté que les frappes aériennes lancées par les forces américaines sur Raqqa ont tué à elles seules 1 600 civils syriens.

La guerre qui a duré deux décennies en Afghanistan a dévasté le pays. Au total, 47 000 civils afghans et 66 000 à 69 000 soldats et policiers afghans sans lien avec les attentats du 11 septembre ont été tués dans des opérations militaires américaines, et plus de 10 millions de personnes ont été déplacées. La guerre en Afghanistan a détruit les bases du développement économique de ce pays et a plongé le peuple afghan dans la misère. Après la « débâcle de Kaboul » en 2021, les États-Unis ont annoncé qu'ils allaient geler quelque 9,5 milliards de dollars d'actifs appartenant à la banque centrale afghane, une mesure considérée comme un « pur pillage ».

En septembre 2022, le ministre turc de l'Intérieur Suleyman Soylyu a déclaré

lors d'un rassemblement que les États-Unis ont mené une guerre par procuration en Syrie, transformé l'Afghanistan en champ d'opium et en usine d'héroïne, plongé le Pakistan dans la tourmente et laissé la Libye dans des troubles civils incessants. Les États-Unis font tout ce qu'il faut pour voler et asservir le peuple de tout pays disposant de ressources souterraines.

Les États-Unis ont également adopté des méthodes effroyables en temps de guerre. Au cours de la guerre de Corée, de la guerre du Viêt Nam, de la guerre du Golfe, de la guerre du Kosovo, de la guerre d'Afghanistan et de la guerre d'Irak, les États-Unis ont utilisé des quantités massives d'armes chimiques et biologiques ainsi que des bombes à fragmentation, des bombes à air comprimé, des bombes au graphite et des bombes à l'uranium appauvri, causant d'énormes dommages aux installations civiles, d'innombrables victimes civiles et une pollution durable de l'environnement.

“Don't expect to do business with the guys
I don't like, wherever you are!”



Ne vous attendez pas à faire des affaires avec les gars que je n'aime pas, où
que vous soyez !
(Juridiction au bras long)

III. Hégémonie économique – Pillage et exploitation

Après la Seconde Guerre mondiale, les États-Unis ont dirigé les efforts visant à mettre en place le système de Bretton Woods, le Fonds monétaire international et la Banque mondiale, qui, avec le plan Marshall, ont formé le système monétaire international centré sur le dollar américain. En outre, les États-Unis ont également établi une hégémonie institutionnelle dans le secteur économique et financier international en manipulant les systèmes de vote pondérés, les règles et les arrangements des organisations internationales, notamment l'« approbation à la majorité de 85 % », ainsi que leurs lois et réglementations commerciales nationales. En profitant du statut du dollar en tant que principale monnaie de réserve internationale, les États-Unis collectent essentiellement le « seigneurage » du monde entier ; et en utilisant leur contrôle sur les organisations internationales, ils contraignent les autres pays à servir la stratégie politique et économique de l'Amérique.

- ◆ Les États-Unis exploitent les richesses du monde à l'aide du « seigneurage ». La production d'un billet de 100 dollars ne coûte qu'environ 17 cents, mais les autres pays doivent déboursier 100 dollars de biens réels pour en obtenir un. Il a été souligné, il y a plus d'un demi-siècle, que les États-Unis jouissaient d'un privilège exorbitant et d'un déficit sans larmes créé par leur dollar, et qu'ils utilisaient ce billet de papier sans valeur pour piller les ressources et les usines des autres nations.
- ◆ L'hégémonie du dollar américain est la principale source d'instabilité et d'incertitude dans l'économie mondiale. Pendant la pandémie de COVID-19, les États-Unis ont abusé de leur hégémonie financière mondiale et ont injecté des milliers de milliards de dollars sur le marché mondial, laissant les autres pays, notamment les économies émergentes, en payer le prix. En 2022, la Fed a mis fin à sa politique monétaire ultra-facile et s'est tournée vers une hausse agressive des taux d'intérêt, provoquant des turbulences sur le marché financier international et une dépréciation substantielle d'autres devises telles que l'euro, dont beaucoup sont tombées à leur plus bas niveau depuis 20 ans. En conséquence, un grand nombre de pays en développement ont été confrontés à une forte inflation, à une dépréciation de leur monnaie et à des sorties de capitaux. C'est exactement ce que le secrétaire au Trésor de Nixon, John Connally, a fait remarquer un jour, avec une autosatisfaction, mais une précision acérée, que « le dollar est notre monnaie, mais c'est votre problème. »
- ◆ Grâce à leur contrôle sur les organisations économiques et financières internationales, les États-Unis imposent des conditions supplémentaires à leur aide aux autres pays. Afin de réduire les obstacles à l'afflux de capitaux américains et à la spéculation, les pays bénéficiaires sont tenus de faire progresser la libéralisation financière et d'ouvrir les marchés financiers afin que leurs politiques économiques s'alignent sur la stratégie américaine. Selon la Review of International Political Economy, parallèlement aux 1 550 programmes d'allègement de la dette accordés par le FMI à ses

131 pays membres entre 1985 et 2014, pas moins de 55 465 conditions politiques supplémentaires avaient été attachées.

◆ Les États-Unis suppriment volontairement leurs opposants par la coercition économique. Dans les années 1980, pour éliminer la menace économique que représentait le Japon, et pour contrôler et utiliser ce dernier au service de l'objectif stratégique américain consistant à affronter l'Union soviétique et à dominer le monde, les États-Unis ont utilisé leur puissance financière hégémonique contre le Japon, et ont conclu l'accord du Plaza. En conséquence, le yen a été poussé à la hausse, et le Japon a été pressé d'ouvrir son marché financier et de réformer son système financier. L'Accord du Plaza a porté un coup dur à la dynamique de croissance de l'économie japonaise, laissant le Japon avec ce qui a été appelé plus tard « trois décennies perdues. »

◆ L'hégémonie économique et financière de l'Amérique est devenue une arme géopolitique. Doublant les sanctions unilatérales et la « juridiction du bras long », les États-Unis ont promulgué des lois nationales telles que la loi sur les pouvoirs économiques en cas d'urgence internationale, la loi globale Magnitsky sur la responsabilité en matière de droits de l'homme et la loi Countering America's Adversaries Through Sanctions Act, et ont introduit une série de décrets pour sanctionner des pays, des organisations ou des individus spécifiques. Les statistiques montrent que les sanctions américaines contre les entités étrangères ont augmenté de 933 % entre 2000 et 2021. À elle seule, l'administration Trump a imposé plus de 3 900 sanctions, soit trois sanctions par jour. Jusqu'à présent, les États-Unis avaient ou ont imposé des sanctions économiques à près de 40 pays à travers le monde, dont Cuba, la Chine, la Russie, la RPDC, l'Iran et le Venezuela, affectant près de la moitié de la population mondiale. Les « États-Unis d'Amérique » se sont transformés en « États-Unis des sanctions ». Et la « juridiction de longue portée [ou au bras long] » a été réduite à rien d'autre qu'un outil permettant aux États-Unis d'utiliser les moyens de leur puissance étatique pour supprimer les concurrents économiques et interférer dans le commerce international normal. Il s'agit là d'une grave entorse aux principes de l'économie de marché libérale dont les États-Unis se sont longtemps targués.



Ne pousse pas sur MON TERRAIN DE JEU. Ce n'est pas de NIVEAU !

IV. Hégémonie technologique – Monopole et suppression

Les États-Unis cherchent à décourager le développement scientifique, technologique et économique des autres pays en exerçant un pouvoir de monopole, des mesures de suppression et des restrictions technologiques dans les domaines de haute technologie.

◆ Les États-Unis monopolisent la propriété intellectuelle au nom de la protection. Profitant de la position de faiblesse des autres pays, notamment des pays en développement, en matière de droits de propriété intellectuelle et de la vacuité institutionnelle dans les domaines concernés, les États-Unis engrangent des bénéfices excessifs grâce au monopole. En 1994, les États-Unis ont fait avancer l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC), imposant un processus et des normes américanisés en matière de protection de la propriété intellectuelle, dans le but de consolider leur monopole sur la technologie.

Dans les années 1980, pour contenir le développement de l'industrie japonaise des semi-conducteurs, les États-Unis ont lancé l'enquête « 301 », ont renforcé leur pouvoir de négociation dans les négociations bilatérales par le biais d'accords multilatéraux, ont menacé d'accuser le Japon de pratiquer un commerce déloyal et ont imposé des droits de rétorsion, obligeant le Japon à signer l'accord américano-japonais sur les semi-conducteurs. En conséquence, les entreprises japonaises de semi-conducteurs ont été presque totalement exclues de la concurrence mondiale, et leur part de marché a chuté de 50 % à 10 %. Pendant ce temps, avec le soutien du gouvernement américain, un grand nombre d'entreprises américaines de semi-conducteurs ont saisi l'occasion et se sont emparées de parts de marché plus importantes.

◆ Les États-Unis politisent, militarisent les questions technologiques et les utilisent comme outils idéologiques. Dépasant le concept de sécurité nationale, les États-Unis ont mobilisé le pouvoir de l'État pour supprimer et sanctionner l'entreprise chinoise Huawei, ont restreint l'entrée des produits Huawei sur le marché américain, ont coupé son approvisionnement en puces et en systèmes d'exploitation, et ont contraint d'autres pays à interdire à Huawei d'entreprendre la construction de réseaux 5G locaux. Ils ont même convaincu le Canada de détenir sans raison la directrice financière de Huawei, Meng Wanzhou, pendant près de trois ans.

Les États-Unis ont inventé un grand nombre d'excuses pour réprimer les entreprises chinoises de haute technologie compétitives au niveau mondial et ont inscrit plus de 1 000 entreprises chinoises sur des listes de sanctions. En outre, les États-Unis ont également imposé des contrôles sur la biotechnologie, l'intelligence artificielle et d'autres technologies de pointe, renforcé les restrictions à l'exportation, resserré le filtrage des investissements, supprimé les applications de médias sociaux chinoises telles que TikTok et WeChat, et fait pression sur les Pays-Bas et le Japon pour qu'ils limitent les exportations de puces et d'équipements ou de technologies

connexes vers la Chine.

Les États-Unis ont également pratiqué la politique du deux poids deux mesures à l'égard des professionnels de la technologie liés à la Chine. Pour mettre sur la touche et supprimer les chercheurs chinois, depuis juin 2018, la validité des visas a été raccourcie pour les étudiants chinois se spécialisant dans certaines disciplines liées aux hautes technologies, des cas répétés se sont produits où des universitaires et des étudiants chinois se rendant aux États-Unis pour des programmes d'échange et des études ont été refusés de manière injustifiée et harcelés, et une enquête à grande échelle sur les universitaires chinois travaillant aux États-Unis a été menée.

◆ Les États-Unis solidifient leur monopole technologique au nom de la protection de la démocratie. En construisant de petits blocs sur la technologie, tels que l'« alliance des puces » et le « réseau propre », les États-Unis ont apposé les étiquettes « démocratie » et « droits de l'homme » sur la haute technologie, et ont transformé les questions technologiques en questions politiques et idéologiques, de manière à fabriquer des excuses pour leur blocus technologique contre d'autres pays. En mai 2019, les États-Unis ont enrôlé 32 pays à la Conférence de Prague sur la sécurité de la 5G en République tchèque et ont publié la Proposition de Prague dans le but d'exclure les produits 5G de la Chine. En avril 2020, le secrétaire d'État américain de l'époque, Mike Pompeo, a annoncé le « 5G clean path », un plan conçu pour construire une alliance technologique dans le domaine de la 5G avec des partenaires liés par leur idéologie commune sur la démocratie et la nécessité de protéger la « cybersécurité ». Ces mesures, en substance, sont les tentatives des États-Unis de maintenir leur hégémonie technologique par le biais d'alliances technologiques.

◆ Les États-Unis abusent de leur hégémonie technologique en menant des cyberattaques et des écoutes. Les États-Unis ont depuis longtemps la réputation d'être un « empire de pirates informatiques », blâmé pour ses actes de cybervol effrénés dans le monde entier. Ils disposent de toutes sortes de moyens pour mettre en œuvre des cyberattaques et une surveillance omniprésentes, notamment en utilisant les signaux de stations de base analogiques pour accéder aux téléphones portables afin de voler des données, en manipulant des applications mobiles, en infiltrant des serveurs en nuage [comme le sont iCloud et OneDrive] et en volant par le biais de câbles sous-marins. La liste est longue.

La surveillance américaine ne fait pas exception. Tout le monde peut être la cible de sa surveillance, qu'il s'agisse de rivaux ou d'alliés, voire de dirigeants de pays alliés comme l'ancienne chancelière allemande Angela Merkel et plusieurs présidents français. La cybersurveillance et les attaques lancées par les États-Unis telles que « Prism », « Dirtbox », « Irritant Horn » et « Telescreen Operation » sont autant de preuves que les États-Unis surveillent de près leurs alliés et partenaires. Ces écoutes des alliés et des partenaires ont déjà suscité une indignation mondiale. Julian Assange, le fondateur de Wikileaks, un site web qui a révélé les programmes de surveillance américains, a déclaré qu'il ne fallait pas « s'attendre à ce

qu'une superpuissance mondiale de surveillance agisse avec honneur ou respect. Il n'y a qu'une seule règle : il n'y a pas de règles ».



Tout le monde aime les États-Unis !
Et ce n'est définitivement PAS ma marionnette qui parle.

V. L'hégémonie culturelle – La diffusion de faux

récits

L'expansion mondiale de la culture américaine est un élément important de sa stratégie extérieure. Les États-Unis ont souvent utilisé des outils culturels pour renforcer et maintenir leur hégémonie dans le monde.

◆ Les États-Unis incorporent les valeurs américaines dans leurs produits tels que les films. Les valeurs et le mode de vie américains sont un produit lié à ses films et émissions de télévision, ses publications, son contenu médiatique et les programmes des institutions culturelles à but non lucratif financées par le gouvernement. Il façonne ainsi un espace culturel et d'opinion publique dans lequel la culture américaine règne et maintient son hégémonie culturelle. Dans son article *The Americanization of the World*, John Yemma, un universitaire américain, a exposé les véritables armes de l'expansion culturelle américaine : Hollywood, les usines de conception d'images sur Madison Avenue et les chaînes de production de Mattel Company et Coca-Cola.

Il existe différents véhicules que les États-Unis utilisent pour conserver leur hégémonie culturelle. Les films américains sont les plus utilisés ; ils occupent désormais plus de 70 % des parts de marché mondiales. Les États-Unis exploitent habilement leur diversité culturelle pour séduire les différentes ethnies. Lorsque les films hollywoodiens s'abattent sur le monde, ils crient les valeurs américaines qui leur sont liées.

◆ L'hégémonie culturelle américaine ne se manifeste pas seulement par une « intervention directe », mais aussi par une « infiltration médiatique » et comme « une trompette pour le monde. » Les médias occidentaux dominés par les États-Unis jouent un rôle particulièrement important dans la formation de l'opinion publique mondiale en faveur de l'ingérence des États-Unis dans les affaires intérieures des autres pays.

Le gouvernement américain censure strictement toutes les entreprises de médias sociaux et exige leur obéissance. Elon Musk, PDG de Twitter, a admis le 27 décembre 2022 que toutes les plateformes de médias sociaux collaborent avec le gouvernement américain pour censurer les contenus, a rapporté Fox Business Network. L'opinion publique aux États-Unis est soumise à l'intervention du gouvernement pour restreindre toutes les remarques défavorables. Google fait souvent disparaître des pages.

Le ministère américain de la Défense manipule les médias sociaux. En décembre 2022, *The Intercept*, un site d'investigation américain indépendant, a révélé qu'en juillet 2017, Nathaniel Kahler, un responsable du commandement central américain, a demandé à l'équipe de politique publique de Twitter d'augmenter la présence de 52 comptes en langue arabe sur une liste qu'il a envoyée, dont six devaient être prioritaires. L'un des six comptes était consacré à la justification des attaques de drones américaines au Yémen, notamment en affirmant que les attaques étaient précises et ne tuaient que des terroristes, et non des civils. Suite à la directive de Kahler, Twitter a placé ces comptes en langue arabe sur une « liste blanche » pour amplifier

certaines messages.

◆ Les États-Unis pratiquent deux poids deux mesures en matière de liberté de la presse. Ils suppriment brutalement et réduisent au silence les médias d'autres pays par divers moyens. Les États-Unis et l'Europe interdisent l'accès de leurs pays aux principaux médias russes, tels que Russia Today et Sputnik. Des plateformes telles que Twitter, Facebook et YouTube restreignent ouvertement les comptes officiels de la Russie. Netflix, Apple et Google ont supprimé les chaînes et les applications russes de leurs services et de leurs magasins d'applications. Une censure draconienne sans précédent est imposée aux contenus liés à la Russie.

◆ Les États-Unis abusent de leur hégémonie culturelle pour instiguer une « évolution pacifique » dans les pays socialistes. Ils mettent en place des médias d'information et des tenues culturelles ciblant les pays socialistes. Ils déversent des quantités stupéfiantes de fonds publics dans les réseaux de radio et de télévision pour soutenir leur infiltration idéologique, et ces porte-parole bombardent les pays socialistes dans des dizaines de langues avec une propagande incendiaire jour et nuit.

Les États-Unis utilisent la désinformation comme un fer de lance pour attaquer d'autres pays et ont construit une chaîne industrielle autour d'elle : des groupes et des individus inventent des histoires et les colportent dans le monde entier pour tromper l'opinion publique avec le soutien de ressources financières presque illimitées.

Conclusion

Alors qu'une cause juste gagne à son champion un large soutien, une cause injuste condamne son poursuivant à être un paria. Les pratiques d'hégémonie, de domination et d'intimidation consistant à utiliser la force pour intimider les faibles, à prendre aux autres par la force et les subterfuges, et à jouer à somme nulle, causent un grave préjudice. Les tendances historiques de paix, de développement, de coopération et d'avantages mutuels sont inéluctables. Les États-Unis ont écrasé la vérité par leur puissance et piétiné la justice pour servir leurs intérêts personnels. Ces pratiques hégémoniques unilatérales, égoïstes et régressives ont suscité des critiques et une opposition croissantes et intenses de la part de la communauté internationale.

Les pays doivent se respecter mutuellement et se traiter sur un pied d'égalité. Les grands pays doivent se comporter d'une manière digne de leur statut et prendre l'initiative de poursuivre un nouveau modèle de relations d'État à État, fondé sur le dialogue et le partenariat, et non sur la confrontation ou l'alliance. La Chine s'oppose à toute forme d'hégémonisme et de politique de puissance, et rejette toute ingérence dans les affaires intérieures des autres pays. Les États-Unis doivent faire un sérieux examen de conscience. Ils doivent examiner d'un œil critique ce qu'ils ont fait, abandonner leur arrogance et leurs préjugés, et renoncer à leurs pratiques hégémoniques, dominatrices et d'intimidation.